

AÉROPORT SOUMMAM ABANE-RAMDANE DE BÉJAÏA

Tolérance zéro pour la détention de stupéfiants

Désormais, les services de la police des frontières au niveau de l'aérogare Soummam Abane Ramdane de Béjaïa, mènent depuis quelques mois une politique stricte de tolérance zéro quant à la possession ou la tentative d'introduction de stupéfiants ou de n'importe quels produits illicites dans l'enceinte aéroportuaire.

Pas moins de quatre personnes, tous jeunes émigrés, âgés entre 25 et 40 ans, ont été déférés devant le parquet de

Béjaïa, en moins d'un mois pour détention de 0,1 ; 0,3 ; et 0,4 grammes de résine de cannabis. Les quantités dérisoires retrouvées par les pafistes, dissimulées dans les poches ou dans les effets personnels des passagers, sont immédiatement confisquées et les contrevenants, systématiquement entendus sur procès-verbal et ensuite conduits devant les instances judiciaires de la capitale des Hammadites.

«La loi est claire concernant ces produits dans notre pays, certains passagers, notamment des jeunes ressortissants, estiment qu'ils sont dans leur droit de consommer ces infimes quantités,

qu'on découvre à chaque fois dans leurs affaires, mais ils ignorent complètement que ces substances sont quasi interdites sur notre sol, même pour le millième de gramme», nous expliquera un responsable de la PAF de l'escale de Béjaïa à ce propos.

Dans le même sillage de contrôle de routine, les douaniers en faction dans ladite station, ont découvert quelque 720 comprimés de psychotropes sur un passager en provenance de Paris, la semaine dernière. Le jeune homme a été mis sous contrôle judiciaire, avons-nous appris de sources locales.

Kamel Gaci

SANTÉ SCOLAIRE

Inquiétants dysfonctionnements des UDS dans la wilaya d'Alger

Une commission de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW) d'Alger, qui enquête sur le fonctionnement des établissements scolaires de la wilaya, a constaté d'inquiétants dysfonctionnements des unités de suivi et de dépistage (UDS).

Cette commission, qui enquête depuis un mois sur le fonctionnement des structures scolaires dans la wilaya d'Alger, en prévision d'une conférence sur les «états généraux» du secteur de l'éducation dans la capitale, a relevé lors de sa dernière tournée jeudi, plusieurs carences dans la gestion des UDS.

«Il y a plusieurs intervenants dans la gestion des UDS. Celles-ci trouvent beaucoup de problèmes de fonctionnement et chacun rejette la responsable sur l'autre. Au final, c'est l'élève qui en paie les frais», a déploré le président de la commission de l'éducation de l'APW, Mohamed-Tahar Dilmi qui conduit cette délégation de l'Assemblée.

Après un mois d'enquête et la visite de près d'une soixantaine d'établissement, les élus sont «en vérité à la recherche» de l'UDS, indique-t-on, qui fera office de modèle, en termes de gestion et de fonctionnement à l'échelle de la wilaya.

Faute de mieux, M. Dilmi se contente à chaque fois de demander aux différents interve-

nants (communes, direction de l'éducation, direction de la santé) de lui soumettre un rapport détaillé sur leur rôle dans la mise en place, la gestion et le fonctionnement des UDS.

Il a assuré au personnel médical travaillant dans ces unités qu'une journée d'étude sera organisée à l'APW sur ce thème, afin d'examiner toutes les carences relevées et faire des propositions aux ministères de l'Education nationale et de la Santé dans le but de mettre un terme au chevauchement des prérogatives, qui hypothèque la bonne gestion de ces structures.

«L'APW a mobilisé beaucoup de moyens financiers pour la création des UDS dans les écoles et de leurs équipements, mais dans beaucoup de cas, l'élève n'en bénéficie pas», a-t-il relevé jeudi lors de l'inspection de l'UDS de l'école primaire Baba-Arroudj, dans la commune de Raïs Hamidou.

La délégation a constaté que l'unité de Baba-Arroudj, chargée de suivre sur le plan médical 2 864 élèves de différentes écoles, dispose d'un fauteuil

dentaire qui n'est pas encore utilisé. Selon les explications des médecins, le matériel a besoin d'être installé, mais personne ne sait, qui doit procéder aux travaux, l'école, la commune ou la Direction de l'éducation d'Alger ouest. Les médecins, dentistes, psychologues et orthophonistes n'ouvrent pas droit au budget médical de l'UDS décidé par la Direction de l'éducation et qui s'élève dans celle de Baba-Arroudj à 55 000 DA, ont-ils signalé sans pouvoir en donner les raisons.

A l'UDS du lycée Ghanem-Djilali de Z'ghara, sur les hauteurs de Bologhine, les médecins ont déploré l'exiguïté des locaux, qui a fait qu'il n'y a ni salle d'attente ni salle de consultation. Le suivi médical de plus de 4.000 élèves de cinq différents établissements se fait dans une sorte de couloir, a-t-on constaté.

A Oued Koreïche, la délégation de l'APW a appris que les élèves de la commune répartis sur 13 écoles primaires ne disposent pas d'une UDS et qu'ils sont suivis par des équipes médicales mobiles. Sur place, il a été décidé d'appuyer la demande de créer une unité sur le territoire de la municipalité. Les élus avaient inspecté mardi des UDS dans les communes de

Saoula, Birkhadem et de Bir Mourad Raïs, qui souffrent des mêmes carences.

L'unité du chef-lieu de Saoula prend en charge 11.000 élèves. Une équipe de 8 médecins, dont 5 dentistes est chargée du suivi médical de ce nombre important d'élèves. Malgré la disponibilité des moyens et des locaux, cette structure manque de personnel, selon le médecin en chef qui a demandé des moyens de transport afin d'acheminer les écoliers de leurs établissements vers l'UDS.

A Birkhadem, la délégation a appris qu'un fauteuil dentaire neuf n'est pas utilisé depuis deux ans à l'UDS du lycée Zahoual-Amar à laquelle 1.200 élèves sont rattachés, «faute du certificat de conformité» du produit.

Au quartier des Oasis, dans la commune de Bir Mourad Raïs, les élus de l'APW ont noté que les locaux d'une UDS sont fermés depuis deux ans, avec un fauteuil dentaire à l'intérieur, à cause d'un problème d'étanchéité dont le projet de réparation tarde à être réalisé.

La fermeture de cette UDS préoccupe cependant les membres de la commission de l'APW.

APS

M'SILA

Saisie de 117 000 pétards en une semaine

La fête du Mawlid ennabaoui est une période importante pour des commerçants véreux à la recherche d'une rente lucrative par le commerce de différents produits en profitant de cette pieuse occasion. Les éléments de la gendarmerie, toujours aux aguets pour traquer ces commerçants malhonnêtes, ces dernières semaines, ont saisi plus de 117 000 pétards dans différents points de contrôle répartis à travers la wilaya, selon le communiqué de la cellule de communication du groupement de la gendarmerie de la wilaya de M'sila.

La saisie la plus importante a été enregistrée au niveau du CW11 reliant la ville de Magra à Aïn El Khedra où les gendarmes ont mis la main sur 69 600 pétards transportés à bord d'un fourgon de marque J9. Quant à la deuxième quantité qui consiste en 31 132 unités, elle a été trouvée dissimulée dans le bagage d'un voyageur à bord d'un car reliant la ville de Annaba à Béchar.

Le car a été intercepté au point d'intersection entre la RN8 et la RN45 au niveau de la commune de Aïn Eddis à 10 km au nord de la ville de Bou-Saâda. D'autres quantités transportées dans deux autres cars, le premier avec 8 224 pétards provenant de la ville de Bou-Saâda à destination de la ville de Djelfa et l'autre arrêté au niveau de la commune de Chellal situé à 25 km au sud de la ville de M'sila au point de contrôle de «Souid» où on a saisi 8 062 pétards.

A. Laïdi

LES ENSEIGNANTS DE L'UNIVERSITÉ MOHAMED-BOUDIAF DÉNONCENT

La commission paritaire élue pendant les vacances

Une dizaine d'enseignants à l'université «Mohamed-Boudiaf» de M'sila ont signé une lettre de réclamation destinée au recteur, contre l'opération des élections de la commission paritaire qui s'est tenue le 5 janvier dernier, et annoncent leur retrait, tout en responsabilisant le rectorat de l'université de ce dépassement qui va à l'encontre du règlement des élections de la commission paritaire. A savoir que ces élections se sont déroulées pendant la période des vacances hivernales en dehors des heures légales de travail ; comme le stipule le règlement, selon l'article 4 de la circulaire 11/84, appuyé par l'affichage de la liste des candidats et des contrôleurs pendant une période de 5 semaines et donner le temps aux éventuels recours, chose qui n'a pas été faite, selon la lettre de réclamation. A cet effet, ces enseignants demandent au recteur de l'université d'intervenir et de stopper cette mascarade comme ils déga-

A. L.